

N°28

Mensuel - 3^{ème} année
Octobre 2015 - 5 euros

Pour une citoyenneté universelle

**Focus > Les dessous
pas sexy de l'Eglise verte**



Le Burkina Faso se révolte contre Monsanto

Christian Jacquiau, économiste

Il n'aura fallu que quelques heures au peuple burkinabé pour mettre fin le 31 octobre 2014 aux vingt-sept années de pouvoir sans partage du dictateur Blaise Compaoré. Quelques mois après cette libération c'est une autre dictature, celle imposée aux paysans par Monsanto qui est en ligne de mire de la société civile burkinabé. L'enjeu est planétaire. Et ce combat pour la souveraineté alimentaire pourrait bien faire vaciller l'empereur des semences manipulées.

Le Burkina a été choisi par Monsanto comme tête de pont pour sa conquête du continent africain. Les premières distributions de semences de coton OGM ont eu lieu en 2008. Trois ans plus tard, il représentait 70 % de la production totale du pays. « *Cette progression fulgurante a été favorisée par une complicité sans faille du pouvoir politique* », rappelle Ousmane Tiendrébègo, paysan cotonculteur, secrétaire général du Syndicat national de travailleurs de l'agropastoral (Syntap) et député du Conseil national de transition (CNT).

« *Monsanto a complètement investi les centres de recherche agricole, intervient directement pour influencer les lois sur la biosécurité, et organise des visites promotionnelles pour les pays voisins* », témoigne Aline Zongo, responsable de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (Copagen).

Trois sociétés (Sofitex, Socoma et Fasocoton) fournissent les intrants aux paysans (semences, traitements, engrais), assurent l'encadrement technique grâce à des crédits (qui sont autant de dettes pour les producteurs) et achètent le coton produit. Un processus intégré qui assure à ces entreprises de substantiels bénéfices tout en ne laissant place pour les paysans à aucune alternative autre que l'abandon



des cultures cotonnières. Pendant de nombreuses années l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina (UNPCB) - FNSEA burkinabé créée à l'initiative des autorités pour disposer d'un interlocuteur censé représenter les producteurs - a accompagné servilement la politique de l'ex-président Blaise Compaoré. Un accord prévoyait même que 50 % des revenus provenant de la vente de semences génétiquement modifiées réalisées par Monsanto reviendrait... au gouvernement.

La main mise de Monsanto sur les semences

Parallèlement, les laboratoires de recherche agricole du Burkina, financés par Monsanto, mènent - avec le soutien naturellement désintéressé des fondations Bill Gates et Rockefeller - des études sur des variétés génétiquement modifiées de haricot rouge, niébé, patate douce, mil et sorgho : « *Aliment de base consommé par des millions de personnes en Afrique, le sorgho a tout à coup été présenté comme*

un aliment responsable de nombreuses carences auxquelles seule la biotechnologie pouvait remédier », explique Ibrahim Ouédraogo, membre fondateur de la Copagen.

Pourtant les promesses mirifiques des promoteurs des OGM (baisse des coûts de production, récoltes abondantes, résistance aux maladies des plantes et aux insectes, valeur nutritionnelle accrue...) ont fait long feu. Les coûts de production sont passé de 800 francs des Colonies Françaises d'Afrique (CFA) soit 1,22 euro pour un hectare en semences non manipulées à 23 000 F CFA (35 euros) pour le même hectare en OGM. A ce tableau désastreux s'ajoute une baisse considérable des rendements.

« *Le coton Bt produisant moins de graines est pratiquement deux fois moins lourd pour le même rendement en fibre. Un camion rempli de fibre conventionnelle pesait environ 12 tonnes et rapportait 1800000FCFA (2744 euros) aux producteurs.*

suite page 22

Ce même camion rempli du même volume provenant de coton OGM pèse aujourd'hui 6 tonnes et ne rapporte que 900 000 F CFA (1 372 euros) au paysan », explique Ousmane Tiendrébéogo.

Qualitativement le constat est tout autant accablant. Au point qu'en 2012, la production de coton burkinabè a été déclassée sur le marché mondial de moyen/haut de gamme à bas de gamme. Endettés, ruinés, les agriculteurs burkinabés pourraient être amenés à vendre leurs terres convoitées par de puissantes multinationales prêtes à tout pour exploiter de nouvelles étendues consacrées à la monoculture d'exportation ou à la production d'agrocarburants.

Mais les paysans burkinabés ne sont plus seuls. Impliquée au Burkina depuis 2007 l'association Ingalañ¹, acteur majeur pour un commerce équitable local et international, organise chaque année un rassemblement festif et militant Mamm Douar (Terre Mère) à Saint Nolf dans le Morbihan. Parmi les invités de l'édition 2013 Ousmane Tiendrébéogo, présent sur scène aux côtés de Manu Chao, indéfectible soutien d'Ingalañ et des paysans burkinabés. Ingalañ et le Syntap s'unissent dans la résistance.

Le 4 mars 2015 se crée le Collectif Citoyen pour l'Agro-Ecologie (CCAÉ) afin de mettre en place une grande marche dans le cadre des journées d'actions mondiales contre Monsanto. La marche de Ouagadougou est jumelée avec celle organisée par Ingalañ à Rennes. Elles ne se veulent pas seulement « contre Monsanto » mais « pour la souveraineté alimentaire ». Plus de 400 manifestations sont organisées dans une cinquantaine de pays le 23 mai 2015. « Nos marches sont liées dans la lutte contre le diktat de Monsanto et dans l'espoir de

voir s'imposer une agriculture paysanne, souveraine et écologique, ici comme là-bas », explique Hervé Le Gal, co-fondateur d'Ingalañ.

Lors de son séminaire de décembre 2014 Monsanto avait annoncé la culture de maïs transgénique au Burkina pour 2015 et décidé de ramener de 80 % à 60 % la surface des zones cotonnières cultivées en OGM, le temps de calmer les paysans et d'ajouter un gène rendant son coton Bt résistant au glyphosate. Oui mais voilà...

La résistance des Burkinabés

Le 20 mars 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) publie une évaluation rendue publique par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) relative à la dangerosité de cinq pesticides. Parmi les trois classés cancérigènes probables : le glyphosate, un redoutable herbicide commercialisé par la firme Monsanto depuis 1972 sous la marque Roundup, utilisé en association avec des plantes OGM spécifiquement conçues par le même Monsanto pour lui résister (Roundup-ready). L'alerte de l'OMS arrive au plus mauvais moment pour Monsanto. Le 3 septembre 2015 le CCAÉ organise un forum d'action citoyenne et invite les autorités politiques, civiles et religieuses à prendre position sur le sujet. Le Moro Naba, gardien des coutumes, chef suprême de l'administration, de l'armée et de la justice, souverain très respecté, prend lui aussi clairement position contre les OGM.

« La société civile burkinabè est debout depuis l'insurrection d'octobre 2014. Si nous voulons bloquer les projets de Monsanto, c'est cette année. Nous exigeons l'annulation des contrats passés entre

l'État burkinabè et la firme Monsanto, ainsi qu'un moratoire sur l'importation, la dissémination et la production des OGM pendant au moins dix ans. Nous demandons l'élaboration de politiques et de programmes d'appui à l'agroécologie, à l'agriculture familiale, à la production des semences locales et à la promotion des produits locaux », préviennent Ousmane Tiendrébéogo et Blandine Sankara, sœur cadette du président assassiné, membre du CCAÉ. Ils exigent par ailleurs des dédommagements pour les pertes subies par les paysans depuis 2008.

En mai 2015, les résistants burkinabés s'étaient joints aux actions mondiales organisées contre Monsanto. Cette fois l'initiative vient de Ouagadougou. Le CCAÉ et les représentants de la société civile burkinabée ont décidé de mondialiser leur combat en appelant les peuples d'Afrique et des autres continents à se joindre à eux les 13, 14 et 15 novembre 2015 pour les premières Journées mondiales pour la souveraineté alimentaire².

Un mouvement qui pourrait bien donner un véritable coup d'arrêt à la progression de Monsanto, redoutable arme de destruction massive qui, au delà du coton et du sorgho burkinabés, ambitionne la dépendance alimentaire de la population planétaire.

Une lame de fonds qui n'attend plus qu'à être soutenue, relayée, accompagnée et amplifiée, ici comme là-bas, pour devenir décisive... ☐

1. www.ingalan.org

2. <http://journées-mondiales-souverainete-alimentaire.org/pour-la-souverainete-alimentaire/jmsa/>

FOCUS

Coup d'État au Burkina. Et après ?

Au moment même où nous écrivions ces lignes et où les résultats de l'enquête sur la mort de Thomas Sankara devaient être communiqués aux parties civiles, un coup d'État était perpétré le 16 septembre au Burkina par le général Gilbert Diendéré à la tête du Régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'un et l'autre mis en cause dans l'assassinat du président Sankara.

Sous la pression de la rue, des présidents sénégalais Macky Sall et béninois Thomas Boni Yayi, de la communauté internationale et plus particulièrement de l'Union Africaine (UA) ayant qualifié

ces événements d'acte terroriste, le gouvernement de transition - loyalement soutenu par le général Zagrè, chef d'état-major de l'armée régulière - devrait être rétabli dans ses fonctions avant les élections législatives et présidentielle du 11 octobre 2015.

Plus que jamais Les Journées mondiales pour la souveraineté alimentaire seront l'occasion pour les burkinabés de tourner la page des années Compaoré et de montrer au monde que rien ni personne ne peut s'opposer à la résistance de peuples debout face à des dictatures économiques, financières ou militaires, le plus souvent au service des premières... ☐ C. J.